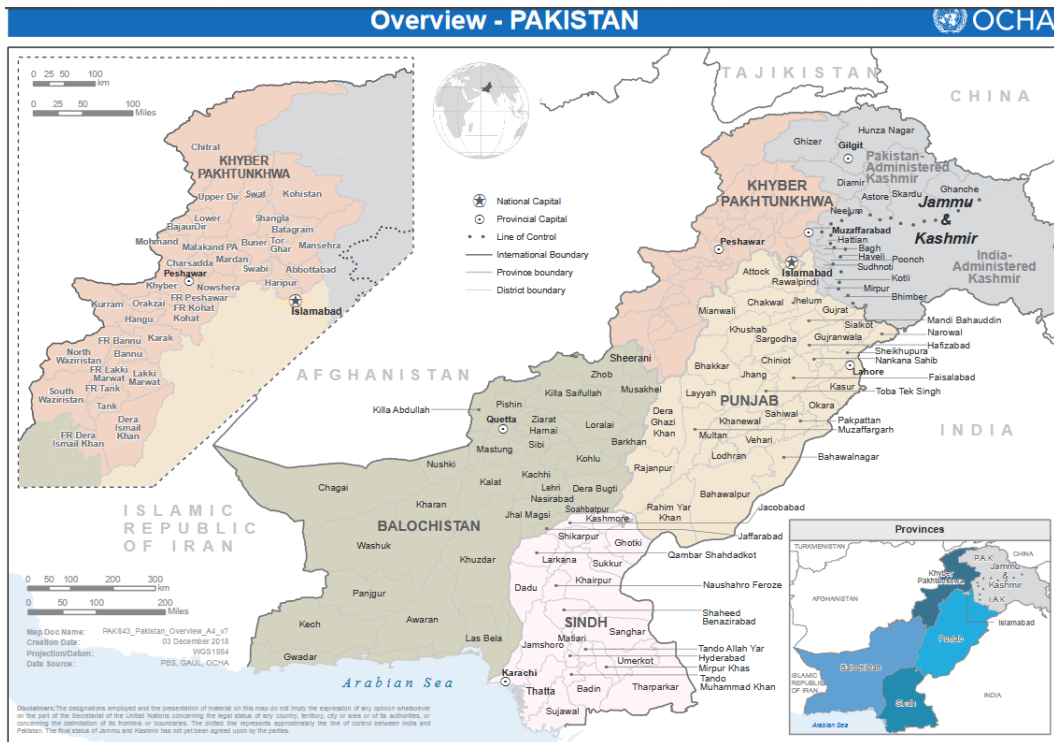


Factsheet Pakistan

Septembre 2022

1 Faits et chiffres



[Carte](#), UNOCHA, 2018

Population 229,5 millions de personnes ([estimation 2022](#)).

Groupes ethniques Punjabi 44,7 %, Pachtoune (Pathan) 15,4 %, Sindhi 14,1 %, Saraiki 8,4 %, Muhajir 7,6 %, Baloutche 3,6 %, autres 6,3 %.

Langues Pendjabi 48 %, sindhi 12 %, saraiki (variante du pendjabi) 10 %, pachto 8 %, ourdou (langue officielle) 8 %, baloutche 3 %, autres 11 % ; anglais (langue officielle et lingua franca de l'élite et de l'administration pakistanaises).

Religions Musulman-e-s (l'islam est la religion d'État) 96,5 % (sunnites 85-90 %, chiites 10-15 %), autres (y compris chrétien-ne-s et hindou-e-s) 3,5 % ([estimations 2020](#)).

République parlementaire, avec un grand pouvoir des militaires et peu de marge de manœuvre pour la société civile ; corruption. Bien qu'il existe une [séparation des pouvoirs](#), le parlement et le pouvoir judiciaire n'exercent leur fonction de contrôle que dans une mesure limitée. [L'influence des militaires](#) est particulièrement grande dans le domaine de la sécurité et de la politique étrangère. Le champ d'action des organisations de la société civile et des médias demeure [restreint](#). La politique et l'administration du Pakistan se [caractérisent](#) par un manque de transparence, la corruption, le népotisme et la poursuite d'intérêts tribaux. Le Pakistan est classé [144^e sur 180](#) dans l'indice de perception de la corruption.

Intégration des FATA dans la province de KP. Au mois de mai 2018, la Constitution pakistanaise a été modifiée pour permettre [l'intégration](#) des zones tribales sous administration fédérale (*Federally Administered Tribal Areas*, FATA) dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (KP).

La peine de mort a été réintroduite en 2014. Fin 2021, plus de [3 800 personnes](#) se trouvaient dans le couloir de la mort. Cette même année, au moins [129 personnes](#) ont été exécutées. Les personnes condamnées à mort font souvent partie des groupes les plus marginalisés de la société.

2 Profils à risque

- **Ahmadis** : persécutions au titre de la loi sur le blasphème ainsi que des [lois anti-ahmadi spécifiques](#) (depuis 1984, les Ahmadis ne peuvent notamment plus se déclarer musulman-e-s) ; le Code pénal pakistanais traite [l'usurpation d'identité d'une personne musulmane](#) comme une infraction pénale ; en mai 2020, le gouvernement a exclu les ahmadis de la [Commission nationale pour les minorités](#), et des persécutions et des discriminations non gouvernementales ont eu lieu.
- **Autres minorités religieuses** : les Hazaras, les chiïtes, les bahaïs, les hindou-e-s, les converti-e-s et les chrétien-ne-s peuvent être condamné-e-s à mort en vertu de la loi sur le blasphème et être victimes de persécutions et de discriminations.
- **Minorités ethniques** : discrimination, stéréotypes ou punitions collectives selon le contexte local.
- **Femmes** : viols, crimes d'honneur, attaques à l'acide, violence domestique et mariage forcé ; le Pakistan est classé 153^e sur 156 dans [l'indice du Global Gender Gap Report](#) élaboré par le Forum économique mondial.
- **Enfants** : mariage forcé, abus sexuels.
- **Opposant-e-s politiques** : arrestations, intimidations.
- **LGBTIQ** : poursuites pénales, homophobie, nombreuses attaques notamment contre les personnes transgenres.
- **Activistes des droits humains et professionnel-le-s des médias** : persécution étatique et non étatique, intimidation, menaces, emprisonnement.

3 Derniers développements

Destitution du Premier ministre Imran Khan, appel à des élections anticipées. Alors que le Premier ministre Imran Khan avait reçu l'appui de l'armée pour les élections de 2018, il a perdu le soutien des militaires lors d'un [vote de confiance au Parlement](#). Avec [Shehbaz Sharif](#), frère du prédécesseur de Khan, Nawaz Sharif, c'est à nouveau un membre de l'ancienne élite qui a pris le pouvoir. Le parti d'Imran Khan, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, Mouvement du Pakistan pour la justice), compte [des millions de partisan-e-s](#) qui ont manifesté dans tout le pays contre sa destitution. Imran Khan demande des élections anticipées, qui ne sont prévues qu'en 2023.

Crise économique et inondations catastrophiques L'[inflation](#) est élevée et les réserves de devises ont diminué. Selon le ministre des finances pakistanais, le pays a besoin de 36 à 37 milliards de dollars américains. En proie à des pluies de mousson d'une intensité exceptionnelle, le Pakistan a dû décréter [l'état d'urgence](#) en août 2022. Les inondations ont touché des millions de personnes et ont coûté la vie à [1 500](#) d'entre elles.

Situation complexe en matière de sécurité avec diverses lignes de conflit ; mouvements séparatistes et extrémistes. La [sécurité intérieure du Pakistan](#) est menacée par l'instabilité politique et économique, les conflits ethniques et religieux et l'extrémisme religieux. La violence militante est principalement due à l'insurrection séparatiste au [Baloutchistan](#) et à l'instabilité dans le nord-ouest du pays, dans la [province de KP](#) et les anciennes zones tribales. En juin 2022, le Tehreek-i-Taliban Pakistan (TTP, Mouvement des Talibans du Pakistan) a conclu un [cessez-le-feu](#) de durée illimitée avec les forces armées pakistanaises après la participation d'une délégation de ce parti à des pourparlers de paix sous la médiation des talibans afghans. Le gouvernement pakistanais a confirmé l'accord de cessez-le-feu et admis qu'il s'agissait de la première négociation d'un accord de paix avec le TTP. Pourtant, les [attaques](#) du TTP se poursuivent.

Les attaques des groupes terroristes font des centaines de victimes civiles. Les groupes militants et terroristes, notamment le [TTP, le Lashkar-e-Jhangvi et l'État islamique de la province de Khorasan/Daesh \(EI/Daesh\)](#), mènent des attaques contre des civil-e-s, des professionnel-le-s des médias, des chefs tribaux, des membres des forces de sécurité et des écoles. Ces groupes ont tué et blessé des centaines de personnes lors d'attentats à la bombe et d'attaques suicides et au moyen d'autres formes de violence. Les groupes militants et terroristes s'attaquent souvent aux minorités religieuses. En 2022, l'EI/Daesh et le *Tehreek-e-Labaik Pakistan* (Labaik) ont [davantage recouru à la violence](#), notamment à l'encontre des chiites. [Les groupes séparatistes](#) comme le Baloch Liberation Army (BLA), le Baloch Liberation Front (BLF), le Baloch Republican Guard (BRG) et le Baloch Nationalist Army (BNA) s'en prennent principalement aux forces de sécurité pakistanaises et aux institutions gouvernementales, mais les civil-e-s sont également victimes de ces attaques violentes.

L'exil des Afghan-e-s vers le Pakistan Selon [le HCR, 300 000 Afghan-e-s sont arrivé-e-s au Pakistan depuis la prise de pouvoir par les talibans](#) (janvier 2022). Parmi ces personnes, 105 000 seraient entrées avec des papiers valables et les quelque 200 000 autres auraient franchi la frontière illégalement. Ces dernières sont particulièrement exposées au risque d'être expulsées vers l'Afghanistan. Les autorités pakistanaises estimaient en août 2022 que [250 000](#) Afghan-e-s étaient arrivé-e-s au Pakistan depuis la prise de pouvoir des talibans. Environ [1,4 millions](#) de personnes réfugiées afghanes sont officiellement enregistrées au Pakistan. Un total de [117 550](#) personnes réfugiées afghanes sont entrées dans le pays et ont été enregistrées entre janvier 2021 et août 2022. En outre, on estime qu'entre [un](#) et [deux](#) millions d'Afghan-e-s vivant au Pakistan ne sont pas enregistré-e-s. Ces dernières années, le gouvernement pakistanais s'est efforcé de les rapatrier. Après l'arrivée de nombreuses personnes réfugiées afghanes au Pakistan, le pays [a fermé sa frontière](#) à celles qui n'ont pas de papiers valables. En 2021, plus de [2 400 personnes ont été illégalement expulsées vers l'Afghanistan](#). Les autorités ont expliqué que les camps de réfugiés existants ne pouvaient pas accueillir davantage de personnes.

4 Actions des autorités contre les dissident-e-s et personnes critiques

Disparitions, détentions sans inculpation, meurtres. Les autorités ont réprimé encore [plus durement](#) les médias, la société civile et l'opposition politique en 2021. Une fois encore, de nombreux cas de disparitions forcées ont été recensés ; dans aucun cas, les personnes res-

ponsables n'ont eu à répondre de leurs actes. Parmi les personnes touchées par cette pratique ces dernières années figurent des activistes des droits humains, des militant-e-s politiques, des étudiant-e-s et des journalistes peu connu-e-s en dehors de leur communauté. Selon Amnesty International, des personnes critiques [connu-e-s](#) du gouvernement sont également concerné-e-s. Les forces de l'ordre pakistanaises ont été responsables d'autres violations des droits humains, notamment [de détentions sans inculpation et d'exécutions extrajudiciaires](#). En 2021, les forces de l'ordre ont pris des mesures sévères contre les manifestant-e-s du Mouvement de protection des patchounes ([Pashtun Tahaffuz Movement](#)), qui s'opposent à la discrimination et aux exécutions extrajudiciaires de Patchounes ainsi qu'à l'établissement de profils de personnalité sur la base de critères ethniques (racial profiling).

Législation antiterroriste. Les droits fondamentaux ont été suspendus par le biais d'une législation antiterroriste renforcée à plusieurs reprises. Par exemple, les pouvoirs des autorités de sécurité ont été considérablement étendus et les civil-e-s soupçonné-e-s de terrorisme peuvent être jugé-e-s par des [tribunaux militaires](#). Les autorités ont également utilisé les dispositions draconiennes de la [lutte contre le terrorisme](#) contre les groupes de la société civile et les organisations qui critiquent les mesures ou les politiques du gouvernement.

La loi sur le blasphème est également utilisée contre les personnes critiques. Si, par le passé, les [lois vagues et générales sur le blasphème](#) étaient principalement utilisées contre les minorités religieuses fortement marginalisées, elles sont aujourd'hui également utilisées pour poursuivre des artistes, des activistes des droits humains ou des journalistes. [Les accusations de blasphème](#) sont également utilisées pour discréditer des ennemi-e-s personnel-le-s et dans le cadre de vengeance privée.

Pression accrue sur les médias. Les autorités ont renforcé leur [contrôle](#) sur les médias et les professionnel-le-s des médias ont fait état d'une pression et d'une censure croissantes. Ils sont confrontés au harcèlement, aux intimidations, à la censure et aux arrestations. [Des dispositions draconiennes](#) sur la suppression et le blocage de « contenus illicites en ligne » permettent la censure des contenus publiés en ligne. Selon les informations de [TikTok](#), près de 12,5 millions de vidéos du Pakistan ont été supprimées au premier trimestre 2022 pour non-respect de ces dispositions, ce qui fait du Pakistan le deuxième État à avoir supprimé le plus grand nombre de vidéos. Entre octobre 2020 et juillet 2021, TikTok a été bloquée à quatre reprises après que des tribunaux en ont interdit l'utilisation pour « vulgarité ».

Pression sur les ONG locales et internationales. Des [organisations non gouvernementales \(ONG\)](#) ont fait état d'actes d'intimidation, de harcèlement et de surveillance de diverses personnes par les autorités gouvernementales. Le gouvernement a utilisé la « réglementation des ONGI au Pakistan » pour contrôler et entraver l'enregistrement et le travail des groupes humanitaires internationaux et des groupes de défense des droits humains.

5 Pratique des autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2022 (jusqu'en août 2022). Taux de reconnaissance de 8,2 % ; taux de protection de 23,0 % (décision positive + AP).